

25 janvier 2000

Histoire de l'Algérie

Repères Chronologiques

par

Henrik Prebensen

Institut d'Études Romanes

Université de Copenhague

Préhistoire chamitique

Paléo- et néolithique

Climat chaud et humide au Sahara. *Capsiens*, 'mangeurs d'escargots', ancêtres des Berbères (?) aux alentours de l'actuel *Gafsa*, en Tunisie. Langues *chamitiques*: ancien égyptien, copte, libyco-berbère (libyque, kabyle, chaouah, chleuh, touareg):

Leur langue, en tant que idiome étranger, est d'un genre particulier. C'est à cause d'elle qu'on leur a donné spécifiquement le nom de Berbères. ... Le mot 'barbara' signifie en arabe un mélange de sons inintelligibles. (Ibn Khaldûn, 1986, 464)

XVI^e - IX^e s.

Désertification du Sahara.

v. -1250

Premières apparitions des Phéniciens (?).

Empire carthaginois et sémitisation (De -1100 à -46)

Vers -1100

Comptoir phénicien à *Utique*.

Vers -800

Fondation de *Carthage* (814 selon la légende).

Vers -510

Traité entre Rome et Carthage, Rome reconnaît le monopole commercial de Carthage dans la Méditerranée occidentale.

-348 et -306

Traités commerciaux punico-romains.

De -264 à -146

Guerres puniques (264-241, 218-201, 149-146); les Carthaginois sont chassés de Sicile, puis d'Espagne, et finalement Carthage est détruite; l'actuelle *Tunisie* devient province romaine (*Provincia Proconsularis* ou *Africa Proconsularis*).

-202

Massinissa, roi de Numidie, avec pour capitale *Cirta*, l'actuelle *Constantine* s'allie avec les Romains.

De -113 à -105

Guerre *jugurthines* entre *Jugurtha*, petit-fils de *Massinissa* et roi de Numidie, et les Romains.

-46

La Numidie devient province romaine (*Numidia* et *Mauretania Caesarensis*).

Empire Romain et christianisation (De -46 à 622)

De 1 à 429

Romanisation de l'Afrique du Nord. La route de commerce d'or, d'ivoire et d'esclaves d'Afrique noire (*el-Soudan*) passe par le Sahara et la Numidie et explique, avec les exportation agricoles (céréales) vers Rome, la richesse de la région.

De 354 à 430

Saint Augustin (Aurelius Augustinus) né à Thagaste, baptisé 387, mort comme évêque de Bône (*Hippo Regius ou Hippone*, actuellement *Annaba*). Société à trois classes: Romains et (descendants des) Phéniciens (citadins), Berbères (nomades).

De 429 à 430

Invasion vandale. Siège de *Hippone*. Royaume vandale reconnu en 442 par Rome pour qui l'importation de céréales est indispensable, et par l'Empire byzantin en 474.

De 533 à 535

Conquête byzantine de l'Afrique du Nord: *castellas* et couloirs de communication. Déromanisation, disparition du punique et du latin en dehors des villes (dernières inscriptions latines fin VII^e s.) 'Berbérisation': culture tribale, égalitaire, montagnarde ou nomade. Apparition du dromadaire.

Empire arabe et islamisation (622 à 800 env.)

622

L'hégire (*hidjra*): l'émigration de *Mahomet* de la Mecque à Médine.

632

Mort de Mahomet à Médine.

De 634 à 644

Califat d'*Umar ibn al-Khattab*. Conquête de la péninsule arabe, de la Palestine, de la Syrie et de l'Égypte sur l'Empire byzantin, chute de l'Empire sassanide (perse). Création d'une flotte arabe en Méditerranée.

De 661 à 750

Dynastie des *Omeyyades* à Damas. Conquête de la *Djazirât al-Maghrib* (Île de l'Occident, cf *al-Djazair*: **Alger**, «les Îles»), depuis l'*Ifrîqiya* (Tunisie) au *Maghrib al-Aqsâ* (Extrême-Occident): fondation de Kairouan v. 670, Tunis après 698. Importance de *Maghrib al-Awsat* (Moyen-Occident): mercenaires berbères, or, ivoire et esclaves de l'Afrique subsaharienne, la vallée du Nil étant bloquée par les royaumes chrétiens de *Nubie*. Début d'islamisation, d'arabisation et d'orientalisation (des villes) du Maghreb.

De 711 à 714

Conquête du royaume wisigoth d'Espagne par *Târiq*, client berbère du gouverneur du Maghreb *Mûsâ ibn Nusayr*, traversant le détroit de Gibraltar (*Djebel al-Târiq* = Rocher de Tarik).

De 755 à 1031

Empire des Omeyyades en Espagne: émirat de Cordoue, or du Soudan, musique (*al-'ûd*, le luth), littérature (les troubadours), philosophie (Avicenne, Averroès) et sciences (algèbre, astronomie).

Dynasties berbéro-maghrébines (800-1500)

Env. 800-900

Rustémides à Tahert, l'actuelle Algérie occidentale (761-911), *Aghlabides* à Kairouan et en Sicile (800-909), *Idrissides* (branche des Omeyyades) à Fès (Maroc) (789-926).

909-973

Fatimides à Mahdiya, Tunisie (jusqu'en 973), Sicile, Égypte (jusqu'en 1171)

973-1167

Zirides (berbères) en Tunisie.

Env. 1015-1151

Hammadides au 'Moyen-Occident' (*Maghrib al-Awsat*)

1051-52

Invasion des *Banoû Hilâl*, tentative des Fatimides d'Égypte pour affaiblir les Zirides en Tunisie.

1056-1147

Almoravides (*al-murabiyun* = 'ceux des *ribat*', forteresse, cf *Rabat*, *marabout*, saint, 'homme fort'), berbères, au Maroc, en Espagne, en Algérie occidentale, dominant la route de l'or africain. Poussée islamique vers le Sud.

1130-1269

Almohades (*al-Muwahhiddun*, 'les unitaires', à cause de leur insistance sur l'unicité de Dieu, cf *wahid*, 'un', *wahhad* 'unir', 'unifier'), berbères de l'Atlas, réalisent l'unification de la *Djazirat al-Maghrib* (1159) et de l'Espagne. L'âge d'or du Maghreb. Commerce avec l'Europe méditerranéenne, Gênes, Venise, etc. Puis dislocation, tribalisation.

1228-1574

Hafsides en Tunisie et en Algérie orientale.

1235-1550

Abdelwadides en Algérie occidentale (Tlemcen). Déclin du commerce de l'or, de l'ivoire, des diamants et des esclaves: vallée du Nil, navigateurs portugais le long des côtes africaines, découverte de l'Amérique.

1332-1406

Ibn Khaldûn, 'juriste', fonctionnaire et ministre au Maghreb et en Espagne, philosophe de l'histoire, historien 'structuraliste', anthropologue et sociologue, tente d'expliquer la fragilité des 'états' et des dynasties maghrebins et de l'Empire almohade par le concept d'e *asabiya* ('cohésion', 'ligature', 'solidarité'), fondement politique de l'appareil tribal et qui reste intact dans la vie rurale, agro-pastorale ou bédouine (*badâwa*, bédouin), mais se disloque au contact de la vie citadine.

1492

Fin de la *Reconquista*, la reconquête chrétienne en Espagne, exode de 'Sarrazins' et de Juifs. Offensives espagnoles sur les côtes de l'Afrique du Nord. Résistance corsaire: frères Barberousse. Appel à la *Sublime Porte* (Empire ottoman, les Turcs).

Empire ottoman et corsaires barbaresques (1500-1830)

1520

L'Empire ottoman contrôle Alger. Alliance avec la France contre Charles-Quint, qui échoue devant Alger 1541.

Vers 1570

Le Maghreb septentrional divisé en *régences*: Tripoli, Tunis, Alger (*Dar as-Soltan*), qui est dirigé par un *dey* et subdivisé `son tour en trois *beyliks*, de l'Est (*Constantine*), de l'Ouest (*Oran*) et de *Titteri* (*Médéa*).

1530-1830

Le *Dey* d'Alger, appuyé sur l'*Odjak* turc, maintient la suzeraineté de la *Sublime Porte* en rivalité avec la compagnie des *raïs* (chefs) pirates, 'barbaresques', qui font la guerre de course, déguisée en *djihad*. Plusieurs États utilisent le bâton (bombardement naval et blocus) ou la carotte (subsides)

pour assurer leur commerce méditerranéen. Une escadre danoise, par exemple, bloque le port d'Alger de 1770 à 1772, une escadre américaine détruit une partie de la flotte du dey en 1815, une escadre anglo-néerlandaise bombarde Alger en 1816, détruit la flotte du dey et le force à libérer 1600 esclaves. En 1824 les Anglais bombardent de nouveau. En 1822 encore, les pays Scandinaves, Naples et le Portugal versent 24 000 piastres chacun au dey (144 000 F). De 1805 à 1815, les recettes dues à la course totalisent 3 mio. de F, de 1817 à 1827 elles tombent à 700 000 F. En 1822 un Américain, *Dhaler*, évalue le déficit du dey à 390 000-434 000, soit 556 000 piastres, et le déficit de la balance commerciale à 1 200 000-273 000, soit 927 000 piastres.

1827

L'affaire de l'éventail ou du blé. Deux négociants juifs ont vendu pour plus d'un mio de livres (impayées) de blé à la République française pour ravitailler l'armée d'Italie (1795-98). Le dey, créancier des 2 négociants, réclame à plusieurs reprises le remboursement de la dette. Lors d'une échange de vues à ce propos, le 30 avril 1827, il frappe le consul français avec un chasse-mouche.

Une escadre française établit un blocus devant Alger en juin 1827, à grands frais (plus de 20 bâtiments engagés), mais sans grand effet.

1830

Charles X, en quête d'un succès militaire pour améliorer sa 'cote', envoie plus de 500 navires, dont 103 de guerre, et 37 000 hommes avec artillerie en Algérie. Après 3 semaines de siège et un bombardement, le dey capitule (5 juillet). Le trésor du dey (150 mio de F?) disparaît.

Empire français et colonisation (1830-1962)

La conquête

1830-1848

L'armée française étend sa zone d'influence aux trois beyliks, c.-à-d. depuis la côte jusqu'aux versants Sud de l'Atlas Saharien, à l'exception de la *Grande* et de la *Petite Kabylie* (entre Alger et Constantine).

1831

Création de la *Légion étrangère*.

1832-47

Abd el-Kader (al-Qader, 1807-1883), émir (commandeur), dirige la résistance.

1833

Débuts d'une colonisation européenne: *Saint-Simonistes (Enfantin* après 1833), *fouréristes* (1847), 'transportés' (1848, 1851), plèbe rurale de l'Europe du Sud.

1837

Par le traité de la *Tafna*, la souveraineté d'Abd el-Kader est reconnue sur (la plus grande partie de l'ancien beylik d') Oran et la majeure partie du Titteri, le général *Bugeaud* recevant en sous-main 200 000 F (qu'il utilisera pour les routes de sa circonscription électorale en Dordogne!!)

1839

Le Ministère de la guerre adopte le nom d'*Algérie* pour la zone occupée. Abd el-Kader reprend la lutte après avoir mis sur pied une armée.

1840

La France décide la conquête totale de l'Algérie et nomme Bugeaud gouverneur général.

1844

Arrêté ministériel organisant les bureaux arabes (vu l'arrêté du Gouverneur général du 16 août 1841). Intégration des terres publiques (*habous* et terres du *beylik*) au Domaine.

1847

Abd el-Kader se rend. Il est détenu en France (au château d'Amboise e.a.). Il s'établit à Damas après 1852, où, recevant une pension de la France et nommé Gd. Croix de la Légion d'Honneur, il se fait protecteur des chrétiens de Syrie.

1848

Révolution de février. Tentative d'assimilation administrative en Algérie: création de trois départements, élection de trois députés.

1851

Les forêts sont déclarées propriété de l'État. On établit la distinction entre propriété *melk*, privée, familiale, *douar*, communale, et *arch*, tribale et inaliénable, mais expropriable(!).

1852-1857

Sous le commandement du général *Randon*, les deux Kabylies sont soumises. Construction du *Fort-Napoléon (Fort-National)*, exemple des *bordjs* (fortins).

L'Algérie, royaume arabe?

1858

Création d'un *Ministère de l'Algérie*.

1860

Brève visite du couple impérial en Algérie.

1863

Sénatus-consulte sur l'Algérie:

L'Algérie n'est pas une colonie proprement dite, mais un royaume arabe; les indigènes ont comme les colons un droit égal à ma protection et je suis aussi bien l'empereur des Arabes que l'empereur des Français. (Lettre de l'Empereur, Moniteur Officiel, 06.02.1863).

Le projet du 'royaume arabe' est inspiré par *Isma'il (Thomas) Urbain, Frédéric Lacroix* († 1863) et le colonel *Lapasset*.

190 000 résidents européens en Algérie, dont une minorité française (45%-49%). *L'Armée d'Afrique*, 55 000 à 75 000 hommes, dépend du ministère de la guerre et les commandants sont gouverneurs généraux. Naissance de rivalités entre militaires ('régime du sabre') et colons.

1865

Long voyage d'études de *Napoléon III* en Algérie. Sénatus-consulte sur l'Algérie: *L'indigène musulman est Français*. Les Algériens autochtones obtiennent des droits civils et politiques limités. Pour obtenir la nationalité française, l'Algérien autochtone doit renoncer à son statut religieux, régi par la loi musulmane (polygamie, divorce, droits de succession). De 1865 à 1872, seulement 371 naturalisations.

1867-68

500 000 ha ont été 'colonisés'. Disette, famine, choléra et guerres coûtent la vie à 300 000 Algériens.

L'Algérie: colonie française?

1870

Chute de l'Empire, *III^e République*. Le décret *Crémieux* donne le statut de citoyen français à toute la population juive d'Algérie (35 000 personnes).

1871

Insurrection en Kabylie. Déportations en Nouvelle-Calédonie (où existe encore une petite société 'arabe'). Confiscation de 550 000 ha. Immigration alsacienne (env 5 000 personnes, dont les grands parents de Louis Althusser, voir *L'avenir dure longtemps*).

1871-82

L'âge d'or de l'immigration. Distribution de terres domaniales.

1873

La loi Warnier, 'loi des colons' ou 'loi scélérate', qui étend le principe égalitaire du Code civil aux terres indigènes (nul n'est contraint de rester dans l'indivision), devient un instrument légal pour obtenir la spoliation des terres.

1881

Le Code de l'indigénat. Liste de 27 infractions particulières réprimées par des peines spéciales, telles que le déplacement sans laissez-passer, les réunions non autorisées, le refus de la corvée, des retards dans le versement des impôts, ... sanctionnées par la police: amendes, prison, internement, confiscation de biens, amendes collectives. "L'impôt arabe" est supprimé en 1919.

1887-1926

Mobilisation accélérée de la terre indigène.

1896

La soi-disante *Constitution de l'Algérie* crée les *Délégations financières*, genre de parlement local: 24 représentants de colons agricoles, 24 représentants de non colons, 21 représentants d'autochtones, dont 6 berbères de Kabylie; les représentants musulmans, dits *Béni-oui-oui*, sont élus par un corps électoral très restreint, 15 000 électeurs en 1896, chiffre porté à 100 000 en 1919.

Vers 1900

Les colons (580 000, soit 13% de la population) ont acquis env. 1,5 mio d'ha de terres. Prélèvement total env. 5 mio d'ha (25% des terres).

Les jeunes Algériens réclament une assimilation plus étroite à la société française.

1914

L'autorisation préalable exigée pour les pèlerinages à la Mecque est supprimée.

1914-18

Le contingent des Algériens, 173 000 volontaires et appelés, subit des pertes sévères: 26 000 morts.

1919

Une loi élargit le corps électoral et le nombre d'élus algériens dans les conseils municipaux et généraux. Les élections locales de 1919 et 1920 témoignent d'une opposition musulmane croissante aux candidats soutenus par l'administration.

1926

Messali Hadj crée *L'Étoile nord-africaine* (ENA) d'inspiration communiste, dissoute en 1937.:

Les terres qui appartenaient aux Algériens ont été données aux colons. Ceux-ci ont volé tout ce qu'ils pouvaient. Ils ont déposés les musulmans. Le point capital de la colonisation française consiste d'ailleurs à appauvrir l'Algérien par tous les moyens, au profit des usuriers et des colons. Les Algériens sont ainsi devenus des serfs sur la terre qui leur appartenait autrefois. En même temps, le gouvernement français a tout fait pour les plonger peu à peu dans l'ignorance de leur propre religion. Il a infecté l'Afrique du Nord de milliers de missionnaires qui ont tenté de christianiser le peuple... Les Algériens relèvent aujourd'hui la tête, ils veulent lutter contre l'impérialisme français, ils veulent leurs indépendance. (Discours du 6 fév. 1933, cit. Stora, 1986, 99)

1931

Abd el-Hamid Ben Badis fonde *L'Association des oulémas musulmans algériens* (AOMA):

Nous avons cherché à travers les pages de l'histoire et dans le présent. Et nous nous sommes rendu compte que la nation algérienne s'est formée et qu'elle existe, comme se sont formées et existent toutes les nations de la terre. Cette nation a son histoire, illustrée d'innombrables hauts faits; elle a son unité religieuse et linguistique; elle a sa culture propre, ses traditions, ses mœurs (Déclaration nette, 1936, cit Ageron, 1993, 191)

1936-38

Le Projet de loi *Blum-Violette* propose de donner le droit de vote à une élite musulmane européanisée (env. 25 000 personnes). Rejeté par les Français d'Algérie, le texte est enterré avant de se trouver sur la table du Parlement, à la grande déception des oulémas et de l'élite musulmane.

1936

26 000 colons (sur 900 000 Européens et une population de 6 mio, soit 0,43% de la population) possèdent 2,5 mio d'ha. Le prélèvement total est 7,7 mio d'ha, c.-à-d. 40% des terres (les plus fertiles par dessus le marché!) Résultat: paupérisation, renforcée par la pression démographique, et famines (1887, 1893, 1897, 1917, 1920, 1945).

Ferhat Abbas, pharmacien à Sétif (Kabylie), conseiller général et délégué financier, porte-parole des *Jeunes Algériens*, réclame l'égalité en droit et l'accession au statut de citoyen français sans renoncement au statut coranique:

Si j'avais découvert la nation algérienne, je serais nationaliste. Et cependant je ne mourrai pas pour la patrie algérienne parce que cette patrie n'existe pas. Je ne l'ai pas découverte. J'ai interrogé l'histoire, j'ai interrogé les vivants et les morts; j'ai visité les cimetières: personne ne m'en a parlé... Nous avons donc écarté une fois pour toutes les nuées et les chimères pour lier définitivement notre avenir à celui de l'œuvre française dans ce pays. ... (Mais) sans l'émancipation des indigènes, il n'y a pas d'Algérie française durable. (cit. Ganiage, 1994, 480)

1937

Messali Hadj fonde les premières cellules du PPA (*Parti du peuple algérien*), interdit en 1941.

1939-45

2^e guerre mondiale. 150 000 soldats algériens (européens en majorité) participent aux FFL.

1942

Débarquement allié (américano-anglo-français) en Algérie

1943

Le *Manifeste du peuple algérien*, rédigé par Ferhat Abbas, réclame *l'autonomie politique de l'Algérie en tant que nation souveraine avec droit de regard de la France*.

De Gaulle annonce une réforme coloniale dans son discours de Constantine

1945

Famine. Soulèvement en Petite Kabylie (commence à Sétif le 8 mai), suivi de massacres perpétrés par l'armée française et d'une sévère répression judiciaire. Le PPA et l'*Association des amis du Manifeste* sont dissous.

1946

Messali Hadj crée le *Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques* (MTLD), branche légale du PPA, et Ferhat Abbas l'*Union démocratique du Manifeste algérien* (UDMA).

1947

Promulgation du *Statut de l'Algérie* définissant l'Algérie comme *un groupe de départements doté de la personnalité civile, de l'autonomie financière et d'une organisation particulière*. Le pouvoir exécutif est dévolu au gouverneur général, désigné par le gouvernement français, un pouvoir législatif restreint est donné à une Assemblée algérienne, élue par deux collèges à raison de 60 représentants pour chaque collège.

1948

Mise sur pied de l'*Organisation spéciale* (OS), branche clandestine de combat du PPA, dirigé par *Ahmed ben Bella*, lequel se réfugie au Caire auprès du colonel Nasser en 1952, après le démantèlement de l'OS en 1950-51.

Aux premières élections (truquées), messalistes et abbasistes n'obtiennent que 9 et 8 sièges. Chez les Européens, 1 communiste constitue l'opposition.

Vers 1948-54

Démographie galopante des autochtones (+10% en 6 ans, doublement prévisible pour 1969), déclin des naissances et de l'immigration du côté européen déséquilibrent les rapports numériques entre les deux populations, 89 et 11 sur 100 en 1954. La population agricole européenne régresse, le nombre d'exploitations diminue, 87% des terres européennes exploitables sont accaparées par 6.385 domaines: vigne et primeurs sont les premières ressources agricoles. La production agricole fournit 33% du revenu national, dont 44% dans le secteur européen avec 28% des terres exploitables.

Dans les autres secteurs de l'économie, 15 000 sociétés françaises (sur 165 000) réalisent 75% du chiffre d'affaires.

Le revenu moyen annuel d'une famille européenne est de 240 000 F, celui d'une famille musulmane de 30 000 F. Le sous-emploi chronique frappe 1 famille sur 3, d'où l'exode vers les villes algériennes et la France.

Algérie française?

1954

Création d'un *Comité révolutionnaire d'unité et d'action* (CRUA) par les neufs chefs historiques. De l'extérieur, *Ben Bella, Mohammed Boudiaf, Mohammed Khider, Aït Ahmed* assurent depuis l'Égypte le ravitaillement et annoncent la formation du *Front de libération nationale* (FLN), - *ben Boulaïd* (Oranais), *Rabah Bitat, Belkacem Krim* (Kabylie), *Mourad Didouche, Larbi ben M'hidi* (Constantinois-Batna) organisent l'intérieur et déclenchent l'insurrection armée en divers points, le 1^{er} novembre 1954 (soit une soixantaine d'attentats faisant 8 morts). A la différence d'insurrections antérieures, celle-ci est donc dirigée de l'extérieur, internationalisée et fondée sur une théorie, celle de la guerre subversive préconisant le terrorisme contre la population algérienne aussi bien que contre le pouvoir colonialiste par l'action de l'*Armée de libération nationale* (ALN).

1955

Belkacem Krim et *Ramdane Abbane* parviennent à établir un contrôle étroit du FLN sur 600 000 Kabyles par l'installation dans chaque village d'une cellule administrative clandestine: un recruteur, un collecteur d'impôts et un juge. Toute résistance est punie de mort, les écoles incendiées, les documents d'état civil détruits. Ils se heurtent à la résistance de messalistes. La guerre des deux maquis se termine par la victoire des mieux ravitaillés, ceux du FLN.

Jacques Soustelle, nommé gouverneur général, qui aurait ordonné l'exécution immédiate des rebelles pris avec une arme et la responsabilité collective des populations, est incapable d'empêcher l'attaque simultanée d'une quarantaine de centres européens le 20 août entraînant la mort de 123 personnes, *point de non-retour* de la révolution algérienne.

1956

Guy Mollet, chef du gouvernement de gauche, issu d'élections favorables à la paix, abdique devant les exigences de la population algéroise.

L'armée française en Algérie forte de 400 000 hommes. Les *SAS (Sections administratives spécialisées)* tentent de garder ou de regagner le contrôle de la population autochtone à l'instar des Bureaux arabes d'antan. *Robert Lacoste* est nommé gouverneur général.

Congrès de la vallée de la Soummam: la direction du FLN passe entre les mains des Kabyles (*Krim, Abbane, Zighout, ben M'hidi, ben Khedda*).

Guerre de Suez. Intervention diplomatique américaine.

Ben Bella, Khider, Aït Ahmed et Boudiaf arraisonnés à bord d'un avion marocain, sont incarcérés à la Santé, jusqu'en 1962.

1957

"Redressement" français. 600 SAS sont en place, 90 000 Algériens, dont 50 000 *harkis*, au service des Français.

Le général parachutiste *Massu* a pour mission de détruire le réseau ALN très efficace de *Yacef Saadi* à Alger (*La bataille d'Alger*). La ville est 'pacifiée', Saadi capturé, Krim et Abbane contraints de se réfugier en Tunisie, où s'installe le comité exécutif du FLN.

La ligne Morice, barrage électrifié le long de la frontière tunisienne, est achevée, isolant les *fellaghas* de l'ALN de leurs bases de ravitaillement. Les effectifs de l'ALN fléchissent. Le Front se réorganise et dirige ses efforts vers l'opinion internationale non communiste: ONU, États-Unis, Tiers Monde.

1958

Bombardement français de *Sakiet Sidi Youssef* en Tunisie. Washington fait pression sur la France, qui craint de voir l'Afrique du Nord passer au camp communiste. Le complot à Alger le *13 mai* force la main aux hommes politiques français. Le pouvoir passe au général de Gaulle, qui laisse subsister toutes les équivoques possibles sur ses intentions en Algérie: *Je vous ai compris.....!*

Alors que la France se dote d'une nouvelle constitution (80% des Algériens autochtones participent au référendum avec 97% de oui pour la V^e République), le FLN se constitue en partenaire sur un pied d'égalité par la création du *Gouvernement provisoire de la République algérienne* (GPRA). De Gaulle propose *la paix des braves*, refusée par le GPRA, et lance le *plan de Constantine* pour transformer l'Algérie en 5 ans: attribution de 250 000 ha aux *fellahs*, construction de 200 000 logements, création de 400 000 nouveaux emplois, scolarisation des enfants musulmans, alignement des salaires sur ceux de la France métropolitaine.

1959

Par une vaste opération de ratissage, l'armée française amène l'ALN au bord de l'asphyxie. La population est regroupée et encadrée par les SAS, le plan de Constantine est mis en oeuvre avec des investissements de grande envergure et la nomination de Musulmans à tous les échelons militaires et civils: proviseurs, maires, sous-préfets, préfets.

Le général de Gaulle reconnaît le droit des Algériens à l'*Autodétermination* pour prévenir une condamnation de la France par l'Assemblée générale de l'ONU, mais aussi pour libérer la France "du boulet algérien". Le GPRA répond en désignant Ben Bella et ses coprisonniers comme plénipotentiaires!

1960

Semaine des barricades à Alger, réprimée par la gendarmerie mobile.

De Gaulle lance la formule de *l'Algérie algérienne* et purge l'armée. Les entretiens de Melun n'aboutissent à rien.

Le procès du *réseau Jeanson*, le *Manifeste des 121* font apparaître la division de la métropole.

1961

Un référendum donne carte blanche à de Gaulle pour négocier une solution. Le GPRA se déclare prêt.

L'OAS est créée. Les généraux *Salan*, *Challe*, *Zeller* et *Jouhaud*, tombés sous les purges, organisent une tentative de putsch à Alger dans la nuit du 22 avril, mais elle s'effrite au bout de quelques jours. De Gaulle en profite pour laisser jouer le paragraphe 16 de la constitution. Des pourparlers à Évian échouent, principalement sur la question du Sahara (gisements de pétrole).

L'OAS (*Salan*, *Jouhaud*, une poignée de colonels) tente d'empêcher la marche des choses en appliquant à son tour les principes de la guerre subversive, en Algérie et en France. A la fin de l'année, l'OAS fait la loi sur la côte algérienne, mais au début de 1962, ses *commandos Delta* sont mises en échec par le FLN et les groupes anti-OAS de la police parallèle.

1962

Les négociations avec le GPRA aboutissent à Évian. Les accords sont approuvés par référendum (8 avril, 90,7% de oui). L'OAS tente désespérément la politique du regroupement des Européens et de

la terre brûlée. L'indépendance est approuvée par référendum en Algérie (1^{er} juillet, 99,72% de oui).

3 juillet. La France reconnaît la République algérienne. Fin de la Guerre d'Algérie, qui aura coûté la vie à 25 000 militaires français, 2.788 Européens (entre 3 000 et 9 000 disparus entre mars et décembre 1962) et un nombre difficile à estimer d'Algériens, peut-être 300 000 (plus les victimes des épurations, entre 30 000 et 150 000). 800 000 Européens quittent le pays entre mai et juillet.

La République algérienne (1962-)

1962-63

Luttes de clans pour le pouvoir: civils-militaires, Kabyles-Arabs, partisans du pouvoir collectif-partisans du pouvoir personnel. Les troupes du *colonel Boumédiène (Mohamed Brahim Bou Kharouba)* impose la personne de *Ahmed ben Bella*. Aux élections, on impose le système des candidats uniques. Le gouvernement sera présidé par Ben Bella et ne comportera aucun membre du GPRA. Boumédiène, ministre de la Défense nationale, détient le véritable pouvoir. FLN sera le *parti unique*. *Boudiaf* est déporté pour avoir voulu constituer un parti d'opposition.

2.000 entreprises, 200.000 logements, 20.000 m² de bureaux, plusieurs milliers de magasins abandonnés par leurs propriétaires européens ou confisqués changent de main. Les lois et décrets relatifs aux biens vacants permettent l'installation de clientèles du nouvel État et de clans tissés pendant la guerre dans des positions économiques confortables.

1963

8 septembre. La nouvelle constitution est approuvée (5 166 185 oui, 105 817 non). Le chef de l'État et le chef du gouvernement sera la même personne. Le FLN, "parti unique d'avant-garde", aura le droit de désigner les candidats à l'Assemblée nationale. Ben Bella est élu à la présidence.

Aït Ahmed crée le *Front des forces socialiste (FFS)* et entre en dissidence (guérilla) en Kabylie jusqu'à son arrestation, oct. 1964. *Guerre des sables* avec le Maroc (8 oct.-5 nov.)

Nationalisation des terres.

1964

Effondrement de la production. L'Algérie survit grâce à la coopération française (200 mia de F par an) et le pétrole. 2,5 mio de chômeurs. 600 000 émigrent vers la France.

1965

Réconciliation de Ben Bella avec les anciens du GPRA (Aït Ahmed, Abbas). Boumédiène va au devant de sa propre élimination, déjà décidée, par un coup d'État avec le soutien de *Bouteflika*.

1965-78

Règne de Boumédiène, chef du *Conseil de la Révolution*. But politique: Une société basée sur le "socialisme scientifique" où "l'Islam et la culture arabe ... seront ce que l'organisation socialiste en aura fait". L'économie est nationalisée ou socialisée. Révolution agraire (1971): coopératives agricoles (= kholkoz), coopératives de service (= MTS soviétiques), construction de villages pour fixer les bédouins, domaines autogérés (propriété de l'État). Nationalisations des banques, assurances, mines, compagnies pétrolières et oléoducs (prise de participation majoritaire pour les sociétés françaises). Programme d'industrialisation accélérée pour rattraper les puissances européennes avant l'an 2000. Le manque d'ingénieurs, de cadres et d'industries d'équipement force le pays à tout importer; le pétrole et le gaz paieront la facture, et largement, depuis le relèvement des prix par l'OPEP en 1973.

1976

Une nouvelle constitution, organisant les pouvoirs en fonction des réalités: Chef de l'État tout-puissant, issu du parti unique.

1976-88

Rupture des relations diplomatiques avec le Maroc.

1977

La population atteint 17 mio, le double de ce qu'elle étaient en 1954, malgré les pertes et l'émigration. 35 mio prévisibles pour l'an 2000. La population urbaine passe à 7,2 mio. Le nombre d'enfants dépasse la capacité de l'enseignement national, en but aux problèmes de la politique d'arabisation. 30% des enfants non scolarisés.

1978

Mort de Boumédiène.

1978-92

Le Conseil de la Révolution, six colonels et deux civils, désigne un successeur dans ses rangs, le colonel *Chadli Bendjedid*. Mécontentement populaire à cause de la pénurie, des files d'attente, de la spéculation, de la corruption et des pouvoirs parallèles.

1980 et 1986

Charte culturelle définissant l'identité algérienne comme islamique et arabe. Grèves et désordres en Kabylie en réaction contre l'arabisation.

1982

Formation du FIS (*Front islamique du salut*).

1984

Code patriarcal de la famille: polygamie maintenue, mariage sans consentement de la femme, répudiation. Une chute brutale des prix du pétrole brut frappe l'économie maghrébine.

1988

Révolte populaire à Alger, Oran et d'autres grandes villes de la province. Plus de 500 personnes tués à Alger. Le président est acculé à des promesses de réforme. Référendum sur une nouvelle Constitution. Elle réduit le rôle politique de l'armée. Le but est d'en faire une armée conventionnelle. Elle est dotée d'un état-major, et, en décembre, les vieux généraux issus de la guerre de libération sont mis à la retraite.

1989

23 février, promulgation de la nouvelle Constitution qui est un pas vers une société plus libérale: la référence au socialisme disparaît, le multipartisme est admis, l'économie est libéralisée. Apparition de FFS d'Aït Ahmed, du *Mouvement démocratique* de Ben Bella, des communistes, des socialistes (PDS), *Rassemblement pour la culture et la démocratie* (RCD) et le *Front islamique du salut* (FIS) de Abassi Madani et Ali Benhadj, partisans de l'application de la *charia*, financés par l'Arabie Saoudite. Les «barbus» s'attaquent à l'incurie, à l'incapacité et à la corruption du régime. Ils l'accusent aussi de s'allier aux communistes et d'être profrançais.

Les anciens propriétaires spoliés par les nationalisations de 1963 et 1971 réclament la restitution de leurs terres lors d'une grande manifestation (22 mars). Libéralisation partielle du contrôle des prix (juillet), considéré par les petits commerçants comme responsable de la pénurie des marchandises et de la corruption des administrations.

1990

Manifestation du FIS à Alger. Succès foudroyant du FIS aux élections municipales du mois de juin: 54% des municipalités passent sous son contrôle. Madani réclame l'élection d'un nouveau parlement et la démission de Chadli Bendjedid.

1991

Abassi Madani proteste en mai contre le découpage électoral préparant les élections législatives à la fin de l'année. À la suite d'affrontements sanglants entre le FIS et le régime, Madani et Benhadj sont arrêtés pour avoir appelé à la désobéissance civile.

Le premier tour des élections législatives de décembre 1991 est un choc. Le FIS enlève 188 sièges sur 231 pourvus. La majorité absolue est donc déjà acquise pour le FIS avant le deuxième tour. Confronté à la menace de l'avènement d'une République islamique, le régime interrompt le processus électoral.

1992

Chadli Bendjedid démissionne (janvier). *Le Haut conseil de sécurité* annule les élections. Un *Haut comité d'État* (HCE) est créé; sa présidence est confiée à *Boudiaf*, 72 ans, en exil au Maroc depuis 1966. Il sera assassiné 6 mois plus tard (juin). *Ali Kafi* le remplace. L'état d'urgence est déclaré pour 12 mois (février). Le FIS est dissout (mars) et ses cadres internés. L'insurrection populaire escomptée par les dirigeants du FIS ne se produit pas. Les premières organisations islamiques de lutte armée, partisans du *djihâd*, émergent en public, notamment le MIA (*Mouvement islamique armé*, dirigé par l'«émir» Abdelkader Chébouti) et le *Takfir wal-Hijra* («Excommunication et Hégire», contrôlé par les «Afghans»). Les forces de sécurité engagent la répression et occupent les mosquées, entre autres pour saisir les registres de militants et de soutiens économiques du FIS.

L'Algérie obtient un moratoire sur sa dette par un consortium de banques internationales et un crédit de 3 mia de F du gouvernement français.

1993

Assassinats et attentats accélèrent. Une guerre civile larvée s'installe. Le *Groupement islamique armé* (GIA) «invite» les étrangers à quitter le pays. Les militaires et les forces de sécurité entreprennent la reconquête des communes islamiques du Grand Alger par une politique d'intimidation et par des arrestations arbitraires accompagnées de torture. Mais ailleurs, les militaires abandonnent souvent les populations à leur sort, c'est-à-dire aux voleurs, aux délinquants, au banditisme organisé, aux indicateurs, au racket des militaires stationnés à proximité ou des islamistes, aux répressailles des uns et des autres pour connivence avec l'adversaire, aux règlements de compte.

1994

Le général *Liamine Zéroual* remplace Ali Kafi. Déroute économique. Le PNB par habitant est passé de 2722\$ en 1987 à 1506\$ en 1994. Le chômage atteint 25%. Le GIA et le MIA (*Mouvement islamique armé*) contrôlent des secteurs entiers du pays. 40 000 personnes assassinées par les islamistes et les forces gouvernementales. En juillet, avec l'apparition d'une nouvelle faction, l' AIS (*Armée islamique du Salut*), la guerre civile, confinée jusque-là à l'Algérois et à la plaine de la Mitidja principalement, est portée à certaines régions de l'intérieur du pays. Les deux adversaires entrent dans une forme de guerre «totale» où toutes les sources de soutien deviennent des cibles, y compris l'économie nationale et les finances internationales, Ainsi la lutte armée passe en France avec le détournement d'un avion français à Alger en décembre.

Le régime, sur le bord de la faillite depuis 1992, mènent des négociations avec le FMI et le milieu financier international pour se renflouer. Il est contraint à des réformes économiques: libéralisation du commerce, privatisations, dévaluation, arrêt des subventions à la consommation pour obtenir un allègement financier.

1995

Attentats à Paris et à Lyon dans le but d'éveiller l'attention de l'opinion internationale?

Le FMI met 3 mia de \$ à la disposition d'Alger, la Banque mondiale 2 mia. Le Club de Paris (consortium de banques) donne un moratoire pour 12 mia de \$, la France alloue des crédits de 6 mia de F. La production industrielle chute de 9%, la croissance annuelle est de 0% ou négative, mais le service de la dette extérieure passe de plus de 90% de la valeur des exportations à moins de 40%, permettant au régime de financer un effort de guerre adapté. L'armée, lourde et organisée sur modèle soviétique, est dotée d'unités modernes spécialisées et équipées en vue des combats anti-guerrilla (60.000 hommes en 1995). Se mettent également en place des milices: groupes d'autodéfense en Kabylie, milices patriotes de «résistants» à l'intérieur du pays, milices privés dans

certaines villes de l'Est, et des gardes communales dans les villes reconquises aux bandes islamistes. Dans le centre des villes opèrent les « ninjas » du GIS (*Groupe d'intervention et de surveillance*), équipés pour l'anti-guérilla urbaine. Le tout est équipé de matériel moderne de communication et d'information.

Cependant la libéralisation économique consolide également une partie des groupes islamistes qui profitent de la mise en place successive d'une économie de marché pour entrer dans le pillage systématique et des activités de nature mafieuse.

En créant des « chantiers d'intérêt général » (400.000 emplois rémunérés modestement) le gouvernement réussi à absorber une partie du chômage des jeunes.

À la fin de l'année, Zéroual estime contrôler suffisamment la situation pour pouvoir organiser une élection présidentielle (16 nov.).

1996

L'enlèvement (mars) et l'assassinat (mai) de sept moines trappistes de Tibéhérine provoque des remous internationaux et une scission du GIA.

Des offensives contre les maquis dans les montagnes à l'intérieur prennent de l'ampleur. Le nombre de victimes de la terreur diminue depuis 1995 (1993-95 env. 500 par semaine, 1996-98 moins de 500 par mois.)

Nov. Référendum constitutionnel

1997

Accrochages entre des effectifs de l' AIS et des groupes islamistes. De nouveaux groupes islamistes (p. ex. la LIDD, *Ligue islamique pour la dawaa et le djihâd*) surgissent qui se déclarent opposés aux massacres.

L'opposition pacifique, tant islamiste que laïque, se regroupe lors d'une réunion sous les auspices du Vatican à Sant'Egidio (Rome, Italie). Une plate-forme commune propose au pouvoir d'accepter un « contrat national » permettant l'ouverture de négociations pour ramener l'Algérie à la paix civile. Le gouvernement et les militaires algériens opposent une fin de non recevoir catégorique à ces propositions. Liamine Zeroual considérerait que la libération des dirigeants du FIS, évoquée par l'opposition, « signifie tout simplement la capitulation de l'Etat ». L'opposition décide néanmoins de se rapatrier et de participer aux scrutins.

5 juin, élections législatives. Les partis du « refus » - à l'exception du FIS - acceptent de siéger à la nouvelle Assemblée Nationale.

Trois massacres, revendiqués par le GIA, dans des localités près d'Alger en août et septembre (à Raïs, à Beni Mesous et à Benthala, bilan 700 à 800 morts), sèment l'horreur et provoquent une réaction internationale. La question de la culpabilité des militaires est soulevée.

À la suite de la mise en liberté de certains anciens dirigeants du FIS, notamment Abdelkader Hachani et Abassi Madani, un appel à la trêve unilatérale et inconditionnelle de l' AIS est lancé après des négociations secrètes (21 sept.). Elle prend effet à partir du mois d'octobre. L' AIS retourne ses armes contre le GIA.

Octobre-Novembre. L'organisation d'élections municipales dote le pays d'élus « normaux » à tous les échelons de représentativité démocratique.

Le gouvernement annonce qu'il dispose d'importantes réserves de devises et que la politique d'ajustement économique ne sera pas reconduite en 1998.

1998

Trois délégations internationales visitent le pays en 1998 pour enquêter sur les massacres: Union Européenne, Parlement Européen, ONU.

11 sept. Liamine Zérouale annonce une élection présidentielle anticipée.

Alors que le succès militaire sur l'insurrection islamiste paraît incontestable, le régime éprouve des difficultés apparemment insurmontable quant au rétablissement de la paix et de l'ordre civil intérieur. Le FIS déplore l'incapacité du président sortant à «refaire l'unité de la nation».

1999

16 avril: l'élection présidentielle met en lice sept candidats, dont un ancien de la lutte anticoloniale, Abdelaziz Bouteflika, né en 1935, ancien de la guerre d'indépendance et ministre des affaires étrangères de Boumediène de 1965 à 1980, - donc un représentant de l'«ancien régime» - l'emporte, après le retrait spectaculaire des six autres candidats.

5 juillet: le président Bouteflika, à l'occasion de la fête nationale, fait bénéficier d'une grâce présidentielle quelques milliers d'islamistes non impliqués dans les crimes de sang.

16 septembre: Une loi sur «la concorde civile» du président Bouteflika est adoptée à une majorité de 98,63% (85,06% de votants) après avoir été votée par les députés et les sénateurs en juillet. La loi prévoit d'amnistier tous les militants islamistes qui déposent les armes avant le 13 janvier 2000 et qui n'ont pas commis de crimes de sang, viols, incendies ou déposition de bombes dans les lieux publics.

Le « numéro trois » de l'ex-FIS après Madani et Benhadj, Abdelkader Hachani, qui dirigeait de fait le parti, est assassiné, le 22 novembre. Ce meurtre constitue un revers majeur de la stratégie de « concorde nationale » du président Bouteflika.

L'Algérie connaît depuis le début du mois de novembre, et notamment lors du ramadan en décembre-janvier, un regain d'attentats et d'assassinats.

2000

11 janvier: la veille de l'échéance de la loi sur la «concorde civile» le 13 janvier, l'AIS, bras armé du FIS (2000 combattants?), annonce son autodissolution. L'ex-FIS perd ainsi son dernier atout et paraît désormais incapable d'avoir une influence politique, du moins dans l'immédiat.

23 janvier: l'armée entame des actions contre les maquis islamistes qui n'ont pas répondu à l'offre de «concorde civile». Des groupes islamistes de leur côté organisent des embuscades contre les militaires et de faux barrages pour racketter les civils.

Histoire de l'Algérie

Quelques repères bibliographiques

Histoire

Hourani, Albert: *Histoire des peuples arabes*, Seuil, Points, 1993 (excellente traduction d'un excellent ouvrage, écrit par un grand spécialiste anglo-libanais, 1991, traduction dan. 1994)

Lombard, Maurice: *Islam dans sa première grandeur*, Flammarion, 1961 (génial, ouvrage posthume établi par les élèves de L. d'après ses conférences données entre 1957 et 1960 à l'École Pratique des Hautes Études)

Mantran, Robert: *L'expansion musulmane, VII^e-XI^e siècle*, Nouvelle Clio, 4^e éd. 1991 (ouvrage complet, critique, universitaire, bibliographie abondante)

Ageron, C.-R., éd.: *L'Algérie des Français*, Seuil, Points 1993 (articles, textes, documents, bibliographie, chronologie, lexique, hautement recommandable)

Frémaux, Jacques *Les bureaux arabes dans l'Algérie de la conquête*, Denoël, 1993 (histoire d'une institution militaire originale, en fonction de 1844 à 1870)

Stora, Benjamin: *Messali Hadj (1898-1974, pionnier du nationalisme algérien)*, Editions L'Harmattan, 1986 (thèse de 3^e cycle sur un destin révélateur)

Droz, B. et Lever, É.: *Histoire de la guerre d'Algérie (1954-62)*, Seuil, Points, 1962 (solide)

Horne, Alistair: *Histoire de la guerre d'Algérie*, Albin Michel, traduit de l'anglais, 1980, 4^e éd. 1991 (journalistique, facile à lire)

Ganiage, Jean: *Histoire contemporaine du Maghreb de 1830 à nos jours*, Fayard, 1994, (point de vue français, une somme)

Généralités

Lacoste, C. et Y. éd.s.: *L'état du Maghreb*, La Découverte, 1991 (*Données de base, Civilisation, Vie quotidienne, Arts et Cultures, Pouvoir et société, Économie et travail, Relations internationales, Lexique, Bibliographie*; très complet, de la géographie aux relations intermagrébines en explorant la démographie, l'amour et la sexualité, la poésie... et j'en passe)

Témoignages

Ibn Khaldûn (1332-1406): *Peuples et nations du monde*, La bibliothèque arabe, Éditions Sindbad, Paris, 1986 (traduction d'extraits des trois livres du *Kitab al-'Ibar: Muqadimma* sur la philosophie de l'histoire, sur les Arabes du Machrek (l'Orient) et du Maghreb (l'Occident))

Le voyage d'Occident et d'Orient Bibliothèque arabe, Éd.s. Sindbad, Paris, 1980 (traduction de la biographie d'Ibn Khaldûn *at-Ta'rif bi-Ibn Khaldûn*, supplément à *al-'Ibar*)

Khodja, Hamdan (1772-1842): *Le miroir, Aperçu historique et statistique sur la Régence d'Alger*, Bibliothèque arabe, Éd.s. Sindbad, Paris, 1985 (Pamphlet rédigé et publié en 1833 par un notable algérois afin d'éclairer l'opinion publique française et empêcher l'occupation définitive de la Régence, suivi d'extraits d'une réfutation et d'une réponse publiés dans *L'observateur des tribunaux*, 1834).

Tocqueville, Alexis de (1805-59): *De la colonie en Algérie, Présentation de Tzvetan Todorov*, Complexe, 1988, v. aussi *Oeuvres I-II*, Pléiade, 1995 (acteur et témoin de la conquête, lucide)

Fromentin, Eugène (1820-76): *Un été au Sahara* (1853), 1857

Une année dans le Sahel (1852), 1858 dans *Oeuvres Complètes*, Pléiade, 1984 (écrivain et peintre postromantique, grand admirateur de l'Arabe du désert, mais sans orientalisme conventionnel)

Truquin, Norbert (1833-après 1887): *Mémoires et aventures d'un prolétaire à travers la révolution*, Maspero, 1977 (la vie d'un ouvrier; chapitre VII raconte ses 7 années (1848-1855) passées en Algérie comme colon et ouvrier)

Actualité

Mimouni, Rachid: *De la barbarie en général et de l'intégrisme en particulier*, Poche, 1992 (témoignage personnel sur l'intolérance des intégriste et l'incompétence de l'élite dirigeante)

Boudjedra, Rachid: *FIS de la haine*, Folio, 1994 (1992) ('la démocratie authentique est une culture dont on fait l'apprentissage longuement, honnêtement et sereinement. Cela n'a pas été le cas pour l'Algérie')

Martinez, Luis: *La guerre civile en Algérie*, éditions Karthala, 1998

Reporters sans frontières: *Le drame algérien, Un peuple en otage*, La découverte, 1994, (des intellectuels algériens jugent l'évolution depuis 1962)

Stora, Benjamin: *L'Algérie en 1995*, Éditions Michalons, 1995

Islam, islamisme

Rodinson, Maxime: *Mahomet*, Seuil, Points, 4^e éd, 1994 (magistral, très personnel)

Étienne, Bruno: *L'islamisme radical*, Poche, 1987, (analyse idéologique des relations entre l'État moderne et l'Islam, basée sur des interviews avec des personnalités islamiques)

Kepel, Gilles: *La revanche de Dieu, Chrétiens, juifs et musulmans à la reconquête du monde*, Seuil, Points, 1991 (92) (tendance actuelle des trois grandes religions à vouloir réagir contre la laïcité du modernisme par une religiosité radicale préconisant la déstabilisation de l'État par la terreur et la mobilisation des masses par la piété) (trad. dan. 1992, Gyldendal)

A l'Ouest d'Allah, Seuil, 1994, ("En dehors de la protection intellectuelle que lui accordaient les frontières des sociétés musulmanes traditionnelles, <l'islam> doit se mesurer de plein pied avec "l'esprit du monde", au cœur même des citadelles occidentales...Entre crispations et compromis, s'esquissent ici les traits de l'islam du prochain siècle")

Sociologie et science politique

Charnay, Jean-Paul: *La vie musulmane en Algérie d'après la jurisprudence de la première moitié du XX^e siècle*, PUF, 1966 et 1991, édition augmentée de *Perspectives 1991* (étude sociologique sur les tensions familiales, la lutte pour le sol, la vie musulmane dans un cadre français, les normes et la justice, la vie sociale, le contact (ou son absence) entre les civilisations - dans l'Algérie française et après)

Gilles Kepel réd. *Exils et royaumes*, Fondation nationale des sciences politiques, 1993 (de jeunes doctorants arabisant à L'Institut d'études politiques réunissent des études et dans)

Remy Leveau réd. *L'Algérie dans la guerre*, Complexe, 1995

Sévérine Labat *Les Islamistes algériens entre les urnes et le maquis*, Seuil, 1995 (*Who is who* du FIS, l'inaptitude de l'islamisme à articuler son discours contestataire en projet politique concret, ...à se représenter sa conquête autrement que par les armes et sa conservation autrement que par la terreur)

Œuvres littéraires

Chambaz, Bernard: *L'orgue de barbarie*, Seuil, 1995 ('il situe le présent de son roman à la marge: dans les quelques heures qui précèdent le cessez-le-feu, au cours de la dernière embuscade, quand ceux qui vont mourir savent déjà que la pièce est finie et qu'ils sont victimes superflues', *Le Monde de la littérature*, 6.10.95, page vii))

Amadis, Saïd *La loi des incroyants*, Plon, 1995 ('Autour de la grand-mère Sahdia, le romancier tisse les fils d'une chronique familiale de la colonisation à la veille de l'indépendance. Une évocation nostalgique et sereine d'une certaine Algérie. ... il ne cesse de se placer du côté des humbles, dont le destin, comme l'écrivait Albert Camus, est de "disparaître dans l'Histoire sans laisser de trace", *Le Monde de la littérature*, 12.10.95, page iv)

Belrami, Rabah *Mémoire en archipel*, Gallimard (le merveilleux récit d'une enfance algérienne (kabylo) par un grand poète malheureusement disparu)

Zimmermann, Daniel (éd) *Trente ans après, Nouvelles de la guerre d'Algérie*, le Monde éditions, 1992 (textes, documents et deux bibliographies commentées très complètes sur la guerre dans les fictions algériennes et françaises)

Mokeddem, Malika *Des rêves et des assassins*, Grasset 1995, (la fuite d'une universitaire algérienne vers une France qui est encore trop près de l'Algérie)

Khadra, Yasmina: *Les agneaux du seigneur*, Julliard, 1998, Roman sur le drame algérien
: *À quoi rêvent les loups*, Julliard, 1999, Roman sur une «carrière» de combattant islamique